Cfdt:

EUROPE, ÉGALITÉ ET TRANSITIONS JUSTES

UNION EUROPÉENNE

COMMENT ONT VOTÉ LES PARTIS FRANÇAIS?

Rapport fourni par EURMATRIX. EU

COMMENT ONT VOTÉ LES PARTIS FRANÇAIS?

LÉGENDE

Comment les partis ont-ils voté ?

POUR

CONTRE

ABSTENTION

Groupes politiques européens au Parlement européen :

Groupe de la Gauche au Parlement européen GUE/NGL

Groupe les Verts/ Alliance libre européenne (Verts/ALE)

Alliance progressiste des socialistes et démocrates

Renew Europe

Groupe du Parti populaire européen

Conservateurs et réformistes européens

Identité et démocratie

COMMENT ONT VOTÉ LES PARTIS FRANÇAIS?

SOMMAIRE

Pacte vert européen 4

Un an d'invasion et de guerre d'agression lancées par la Russie contre l'Ukraine 5

Mise en œuvre du « Plan européen de relance » pendant la crise Covid (facilité pour la relance et la résilience) 6

Fonds social pour le climat 7

Directive sur le salaire minimum en Europe 8

Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre les violences à l'égard des femmes et les violences domestiques 9

Directive sur la transparence des rémunérations 10

Directive sur le devoir de vigilance 11

COMMENT ONT VOTÉ LES PARTIS FRANÇAIS?

PACTE VERT EUROPÉEN (06/10/2020)

La loi européenne sur le climat vise à contraindre ses États membres à atteindre la neutralité climatique d'ici 2050. Pour ce faire, elle se fixe un objectif intermédiaire d'une réduction de 55 % des émissions de gaz à effet de serre (par rapport aux niveaux de 1990) d'ici 2030. Les États membres sont tenus d'élaborer et de mettre en œuvre des plans climatiques nationaux conformes aux objectifs de l'Union européenne (UE), et de mettre en place des mécanismes de suivi et d'information réguliers. La loi sur le climat comprend également des dispositions relatives à la création d'un conseil consultatif scientifique européen sur le changement climatique, chargé de fournir des avis scientifiques indépendants et d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs climatiques.

Les partis politiques français ont majoritairement voté en faveur de cette initiative. Le Rassemblement national a voté contre.

La France Insoumise

Europe Écologie

Parti Socialiste

Horizons

Les Républicains

Reconquête!

Rassemblement national

Gauche républicaine et socialiste

Régions et Peuples Solidaires

Nouvelle Donne

MoDem

Les centristes

Place publique

Parti Radical

Renaissance

COMMENT ONT VOTÉ LES PARTIS FRANÇAIS?

UN AN D'INVASION ET DE GUERRE D'AGRESSION LANCÉES PAR LA RUSSIE CONTRE L'UKRAINE (16/02/2023)

Cette résolution appelle les États membres et les alliés à fournir à l'Ukraine des chars de combat contemporains, d'assurer la livraison d'armes lourdes, de systèmes de défense aérienne avancés, d'avions de combat et d'hélicoptères. Elle exhorte également le Conseil à finaliser son dixième paquet de sanctions avant la fin du mois de février 2023, en élargissant considérablement son champ d'application. Une autre étape cruciale consiste à renforcer l'efficacité des sanctions existantes en bloquant les efforts des pays tiers pour s'y soustraire.

Les partis politiques français ont voté en faveur de la résolution dans son ensemble, le Rassemblement national s'est abstenu.

La France Insoumise

Europe Écologie

Parti Socialiste

Horizons

Les Républicains

Reconquête!

Rassemblement national

Gauche républicaine et socialiste

Régions et Peuples Solidaires

Nouvelle Donne

MoDem

Les centristes

Place publique

Parti Radical

Renaissance

COMMENT ONT VOTÉ LES PARTIS FRANÇAIS?

MISE EN ŒUVRE DU PLAN EUROPÉEN DE RELANCE PENDANT LA CRISE COVID

(FACILITÉ POUR LA RELANCE ET LA RÉSILIENCE - 23/02/2022)

Le « Plan européen de relance » est l'instrument financier que l'UE a mis en place pour contrer les effets négatifs de la pandémie de Covid-19 sur l'économie.
Dans le cadre de ce dispositif, chaque État membre pouvait bénéficier d'un financement (subventions ou prêts) sous conditions de présenter un plan national calé sur des objectifs communs en termes de politiques sociales, environnementales, numériques, et de renforcement des services publics. Les ressources européennes étaient distribuées entre les États membres selon un principe de solidarité – c'est-à-dire proportionnellement à la gravité de la situation socio-économique post pandémie -, un principe encadré par ce plan de relance. Ces plans étaient négociés avec la Commission européenne (de sorte à garantir leur cohérence avec les objectifs européens) et ensuite validés par le Conseil. Le Plan de relance européen a été une avancée majeure de la dernière mandature car il marque une rupture nette avec les politiques de rigueur budgétaire en mettant en avant la valeur et les effets des investissements publics pour soutenir l'économie européenne, c'est-à-dire les entreprises et les emplois. Une résolution européenne fait le point sur la mise en œuvre de ce dispositif en mettant en lumière ses effets bénéfiques pour les pays européens, leurs économies et les objectifs communs affichés (transition écologique, transition numérique, renforcement des services publics, etc.).
Cette résolution a été soutenue par la majorité des partis européens, l'extrême droite s'étant abstenue. Cela représente un signe supplémentaire de leur opposition à ce dispositif qui a fait épreuve d'efficacité économique et de justice sociale lors de la pandémie de Covid-19.

COMMENT ONT VOTÉ LES PARTIS FRANÇAIS?

FONDS SOCIAL POUR LE CLIMAT (22/06/2022)

Cette proposition vise la création d'un fonds social pour le climat afin de soutenir les plus vulnérables, en particulier ceux qui sont touchés par la précarité énergétique ou qui ont des difficultés pour financer leur mobilité, afin de garantir qu'ils ne soient pas laissés sur le bord du chemin lors de la transition vers une économie verte. Les États membres peuvent utiliser ce fonds pour mettre en œuvre des mesures structurelles et investir dans la rénovation des bâtiments, des systèmes de chauffage et de refroidissement propres, l'intégration des énergies renouvelables et les solutions de mobilité à faibles émissions. En outre, il est prévu d'apporter une aide directe temporaire aux revenus les plus faibles.

Les partis politiques français ont voté massivement en faveur de cette proposition, la seule opposition venant de l'extrême droite.

La France Insoumise

Europe Écologie

Parti Socialiste

Horizons

Les Républicains

Reconquête!

Rassemblement national

Gauche républicaine et socialiste

Régions et Peuples Solidaires

Nouvelle Donne

MoDem

Les centristes

Place publique

Parti Radical

Renaissance

COMMENT ONT VOTÉ LES PARTIS FRANÇAIS?

DIRECTIVE SUR LE SALAIRE MINIMUM EN EUROPE (14/09/2022)

Cette proposition de directive sur la mise en place de salaires minimums dans l'Union européenne vise à améliorer le niveau des salaires minimums et à accroître l'accès des travailleurs et des travailleuses aux protections salariales. Pour ce faire, il convient notamment d'associer les partenaires sociaux et d'améliorer l'application et le contrôle de la protection du salaire minimum. Pour les États membres qui appliquent déjà des salaires minimums légaux, la proposition vise à établir des critères clairs et stables pour fixer les salaires minimums légaux à des niveaux appropriés, à réduire l'utilisation des parts variables et à assurer la participation active des partenaires sociaux dans le processus de fixation et d'actualisation des salaires minimums légaux.

Les partis politiques français ont voté en faveur de cette proposition, le Rassemblement national a voté contre.

La France Insoumise

Europe Écologie

Parti Socialiste

Horizons

Les Républicains

Reconquête!

Rassemblement national

Gauche républicaine et socialiste

Régions et Peuples Solidaires

Nouvelle Donne

MoDem

Les centristes

Place publique

Parti Radical

Renaissance

COMMENT ONT VOTÉ LES PARTIS FRANÇAIS?

CONVENTION DU CONSEIL DE L'EUROPE SUR LA PRÉVENTION ET LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES À L'ÉGARD DES FEMMES ET LES VIOLENCES DOMESTIQUES (15/02/2023)

La résolution sur la prévention et la lutte contre les violences à l'égard des femmes et les violences domestiques vise à combattre et à prévenir toutes les formes de violence à l'égard des femmes au sein de l'UE. Cela :

- en promouvant des mesures préventives pour arrêter la violence avant qu'elle ne se produise ;
- en assurant des poursuites et des sanctions efficaces contre les auteurs, la protection des victimes et l'accès aux services de soutien ;
- en encourageant la coopération entre les pays pour lutter efficacement contre la violence à l'égard des femmes, y compris le partage d'informations et de bonnes pratiques ;
- en promouvant l'égalité des sexes, en s'attaquant aux causes profondes de la violence et en promouvant les droits des femmes et leur participation à la société.

Cette résolution a été soutenue par presque tous les partis politiques français, le Rassemblement national étant le principal parti à s'être abstenu.

La France Insoumise

Europe Écologie

Parti Socialiste

Horizons

Les Républicains

Reconquête!

Rassemblement national

Gauche républicaine et socialiste

Régions et Peuples Solidaires

Nouvelle Donne

MoDem

Les centristes

Place publique

Parti Radical

Renaissance

COMMENT ONT VOTÉ LES PARTIS FRANÇAIS?

DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE DES RÉMUNÉRATIONS (30/03/2023)

L'objectif de la directive sur la transparence des rémunérations est de faire respecter le droit à l'égalité de rémunération dans l'ensemble de l'UE. Elle vise à atteindre cet objectif en établissant des normes de transparence salariale, permettant aux travailleurs et aux travailleuses de faire valoir leur droit à une égalité de rémunération. Pour atteindre ces objectifs, la directive introduit des obligations de déclaration pour les employeurs des grandes entreprises en matière d'égalité salariale, accorde aux travailleurs le droit de demander à leur employeur des informations sur leur propre salaire et sur les niveaux moyens de rémunération, et met en place des mécanismes visant à renforcer l'application des principes d'égalité salariale.

Tous les grands partis politiques français ont voté en faveur de cet amendement. Le Rassemblement national, s'est abstenu.

La France Insoumise

Europe Écologie

Parti Socialiste

Horizons

Les Républicains

Reconquête!

Rassemblement national

Gauche républicaine et socialiste

Régions et Peuples Solidaires

Nouvelle Donne

MoDem

Les centristes

Place publique

Parti Radical

Renaissance

COMMENT ONT VOTÉ LES PARTIS FRANÇAIS?

DIRECTIVE SUR LE DEVOIR DE VIGILANCE (01/06/2023)

La proposition de directive de la Commission sur le devoir de vigilance des entreprises vise à obliger celles-ci à prévenir et rendre compte de leur impact sur les droits de l'homme et l'environnement, en prenant compte des questions telles que le travail des enfants, l'esclavage, la pollution et la déforestation. Elle impose aux entreprises d'intégrer ce devoir de vigilance dans leurs politiques et leurs systèmes de gestion des risques. Les entreprises doivent identifier, évaluer, prévenir, atténuer et réparer les impacts négatifs tout au long de leurs chaînes de valeur, y compris la production, l'approvisionnement et la distribution, par le biais d'investissements, d'assurances contractuelles, d'améliorations du plan d'entreprise ou d'un soutien aux petites et moyennes entreprises.

Les amendements à cette proposition ont été soutenus par tous les grands partis politiques français, le Rassemblement national étant le seul grand parti à s'y opposer.

La France Insoumise

Europe Écologie

Parti Socialiste

Horizons

Les Républicains

Reconquête!

Rassemblement national

Gauche républicaine et socialiste

Régions et Peuples Solidaires

Nouvelle Donne

MoDem

Les centristes

Place publique

Parti Radical

Renaissance